

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

COLOMBIE

Nouvelle révolte sociale?

La Colombie s'embrase de nouveau. La vague de protestations, d'abord contenue par la pandémie, a repris de plus belle. La population manifeste une colère collective contre le gouvernement, qui lui répond par une répression brutale. Vue d'ensemble*.

Malgré les couvre-feux en vigueur dans toute la Colombie, des millions de Colombien·nes ont manifesté quotidiennement dans les grandes villes la semaine dernière contre le président Iván Duque, son régime conservateur de droite et son projet de réforme fiscale. Des manifestations ont même eu lieu dans les Etats uribistes (voir encadré), traditionnellement conservateurs, y compris dans la région caribéenne. Malgré le retrait rapide de la réforme fiscale ainsi que la démission lundi soir (ndlt: 3 mai) du ministre des finances, le soulèvement se poursuit.

Tout a commencé par la prolongation de la grève générale: le 28 avril, sous le slogan "Pour la vie, la paix et la démocratie, contre le nouveau paquet de tricheries de Duque et la réforme fiscale", le CNP (*Comité Nacional de Paro*), comité national de grève, avait appelé à arrêter le travail et à manifester. Ce comité est constitué d'une coalition d'organisations de la société civile dont la plus grande confédération syndicale du pays, la CUT (*Central Unitaria de Trabajadores*) ou encore le syndicat CGT (*Confederación General del Trabajo*). Ce sont également ces organisations qui avaient appelé à la grève le 21 novembre 2019 contre les inégalités sociales et contre les politiques d'Iván Duque.

Point de départ des protestations

Avril 2021, la pandémie fait rage en Colombie. Les dirigeants parlent d'une troisième vague agressive. Les chiffres rapportés sont les plus élevés depuis le début de la pandémie, le taux d'occupation des unités de soins

intensifs est supérieur à 90 % dans presque toutes les villes, ce qui explique que divers couvre-feux, fermetures le week-end ou en journée et *ley seca* (loi sèche: interdiction de l'alcool) soient imposés dans certaines régions.

Malgré cela, des millions de Colombien·nes descendent dans la rue. "Je pense que c'est l'épuisement collectif dû à l'inégalité sociale et à sa thématisation accrue sur les réseaux sociaux qui a conduit tant de personnes à participer à la grève de cette année", déclare Santiago, un activiste graffeur vivant à Bogota. Il pense que l'émergence de nouveaux portails d'information sur les réseaux sociaux depuis la dernière grève a permis de toucher et de mobiliser davantage. "Ils montrent ce que nos médias nous cachent", ajoute-t-il.

La situation est effrayante. La pandémie a eu des conséquences dévastatrices en Colombie, environ 3,5 millions de personnes ont sombré dans la pauvreté: 42,5 % de la population, soit près de la moitié des Colombien·nes. Au milieu de cette crise humanitaire et économique, le président conservateur de droite Iván Duque introduit un changement de loi, qui est en réalité une réforme fiscale – la troisième de son mandat – avec laquelle il compte boucher le trou financier de l'Etat, devenu encore plus important en raison de la dette contractée pour faire face à la pandémie (l'équivalent de 21,4 milliards de francs suisses.) Le projet de loi, connu sous le nom de "loi de solidarité durable", vise à faire entrer chaque année un total de 25.000 milliards de pesos colombiens dans le bud-

get de l'Etat, ce qui correspond à environ 6,15 milliards de francs suisses, 5,60 milliards d'euros.

Retrait du projet de loi

Au lieu de taxer davantage les riches ou d'augmenter l'impôt sur les dividendes, comme le réclame l'opposition, Duque, sur la proposition du ministre des finances Alberto Carrasquilla, tente de répercuter les coûts de la crise économique sur les classes moyennes et inférieures. Les impôts seraient prélevés sur les revenus des Colombien·nes qui gagnent plus que l'équivalent de 590 francs suisses par mois (539 euros), puis l'année suivante cette mesure serait étendue à ceux qui gagnent l'équivalent de 420 francs par mois (384 euros). Les syndicats, en particulier, ont sévèrement critiqué cette mesure puisqu'elle toucherait les groupes à faibles revenus. (...)

L'amendement propose également une augmentation de la TVA sur l'essence et certains autres produits, passant de 5 à 19%. L'objectif, selon le gouvernement, serait de rehausser grâce à cela les subventions aux ménages les plus pauvres, de sept à environ douze francs suisses par mois.

Des choix budgétaires révoltants

Un mois plus tôt, Duque a provoqué l'indignation en annonçant l'achat de nouveaux avions de guerre. Ils devaient coûter environ la moitié de ce que la réforme fiscale est censée rap-

porter. En outre, le gouvernement a déjà investi ces derniers mois l'équivalent de 200.000 francs suisses (182.000 euros) dans l'achat de munitions et de gaz lacrymogènes pour la police anti-émeute ESMAD (*Escuadrones Móviles Antidisturbios*), ainsi que dans des chars et des fourgons pour sa protection personnelle.

Duque ne s'était pas non plus fait beaucoup d'amis lors de l'acquisition du vaccin contre la Corona, en organisant l'arrivée très tardive des 50.000 premières doses comme une cérémonie des Oscars. Ces premiers vaccins n'étaient même pas suffisants pour un pour cent de la population. Selon les statistiques de vaccina-

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG



Soulèvements et répression en Colombie, illustration M. Arrow, 2021

tion d'avril de cette année, seuls quatre millions des 51 millions de Colombien·nes ont été vaccinés.

Il n'est donc pas surprenant que la population colombienne descende dans la rue – quand bien même le bilan est bien triste.

Les deux réalités de la Colombie

Après cinq jours de soulèvement, la presse colombienne parle de 19 morts et plus de 200 blessé·es, ainsi que de 26 plaintes contre des forces de police filmées en train d'abuser de leur pouvoir. De son côté, la plateforme indépendante contre la violence policière *Temblores* comptabilise cinq fois plus de blessé·s: entre le 28 avril et le 4 mai, au total 1443 cas de violences policières à l'encontre de manifestant·es ont été recensées et au moins 31 décès – un chiffre qui risque d'augmenter. En raison de la violence incontrôlée des forces de sécurité, la plateforme a même conseillé vendredi aux manifestant·es de se mettre à l'abri et d'interrompre la manifestation.

Selon la Fondation Flip pour la liberté de la presse, 33 attaques contre des professionnels des médias auraient eu lieu jusqu'à vendredi. La chaîne de télévision RCN a été mise en demeure par *Human Rights International* de respecter l'éthique de la presse après qu'elle ait publié des images des manifestations à Cali, capitale du département du Valle de Cauca, au troisième jour du soulèvement, en expliquant à tort que les gens dans les rues célébraient la modification de la réforme fiscale par le président Duque.

Que se passe-t-il à Cali?

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le
Forum Civique Européen

Jun 2021 - Nr. 304
Prix du n°: 4 euros/7FrS
Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS
Commission paritaire N° AS 75136
ISSN 1247-8490
Directrices de Publication:
Joëlle Meunier, Constanze Warta
Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich
Forum Civique Européen
Association loi 1901
www.forumcivique.org

France:
St Hippolyte, F-04300 Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848, CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischtche, Zakarpatia
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

A Cali, la troisième plus grande ville de Colombie, la violence policière contre les manifestant·es s'est intensifiée ces derniers jours. Le gouvernement a commencé très tôt à parler de "guérillas" et de "vandales", une technique familière, déjà utilisée en septembre, pour légitimer la violence d'Etat et criminaliser les manifestant·es.

Pourquoi Cali? "*Cali est le lieu où convergent tous les problèmes de pauvreté et de marginalisation de la côte Pacifique du pays*", a déclaré Luis Fernando Velasco, sénateur du parti libéral, au journal *La Semana*. Il fait référence aux déplacé·es de l'intérieur qui ont fui les zones voisines où le conflit armé n'a jamais vraiment cessé, vers la capitale du département de Valle del Cauca, ainsi qu'aux habitant·es de la région du Pacifique, majoritairement laissé·es pour compte par le gouvernement, une population qui s'est fortement développée ces dernières années.

De plus, la région du Cauca abrite une tradition d'auto-organisation indigène vieille de plusieurs décennies. Ainsi, le Conseil indigène et ses 127 autorités ont rejoint le soulèvement dès le premier jour. Il a annoncé qu'il soutiendrait la résistance dans différentes régions du pays.

Vendredi, la violence éclate

Peace Brigades International, une organisation de défenseur·euses des droits humains, a annoncé lors d'une conférence de presse vendredi dernier qu'un centre de détention avait été mis en place par les forces de police au *Coliseo Las Americas*, un complexe sportif de Cali, où 150 personnes au moins seraient enfermées. On ne sait rien des détenu·es, a-t-il dit, car les téléphones portables leur ont été confisqués pour empêcher toute communication. 97 organisations au total se sont réunies samedi devant la Cour interaméricaine des droits humains pour dénoncer les violations de ces droits commises par les agents de l'Etat. Les organisations internationales de défense des droits humains ont, elles aussi, tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises au cours des derniers jours. Le réseau des droits humains *Francisco Isaías* décrit les événements de Cali comme un "*acte de guerre contre les manifestant·es*".

Au cours des émeutes, des agents de la police colombienne sont allés jusqu'à tirer sur des représentant·es des Nations unies, mais personne n'a été blessé.

La violence s'intensifie

Le maire de Cali, à son tour, a présenté ses excuses à ses concitoyen·nes dans la matinée de lundi

dernier pour ses actions et commentaires des derniers jours. Il a promis de se battre pour et avec les citoyen·nes et de participer au cortège commun pour "*réactiver la ville*". Mais, après que Duque a autorisé les militaires à tirer sur le peuple, les réseaux sociaux ont révélé les pires horreurs: des mères pleurant leurs enfants morts gisant sur le sol devant elles, des forces de police tirant sur des passant·es apparemment non impliqués.

La veille, un jeune homme avait reçu une balle dans la tête, apparemment tirée par un agent de l'ESMAD, lors d'un live Instagram visionné par au moins 50.000 personnes – . Après coup, il s'est avéré que c'était le fils du cousin du maire de Cali. La liste des violations des droits humains s'allonge indéfiniment, elle est si longue que même des artistes de *reggaeton* totalement apolitiques comme J. Balvin ont demandé sur Instagram de mettre un terme à la violence contre les manifestant·es.

Des violences impunies

Dans ce contexte de grève nationale, la violence de l'Etat contre les manifestant·es devient la norme, écrit *Peace Brigades International* (PBI) sur son site web. Depuis la création d'ESMAD, des centaines d'agents ont été poursuivis pour des violations des droits humains. Pour la seule année 2015, 40.000 cas ont été signalés par le bureau du procureur général, dont seulement 18 ont abouti à des condamnations. Lors d'un incident en 2005, rapporté par PBI, un jeune homme a été tué par un agent de l'ESMAD. Les deux auteurs ont été condamnés cette année: un verdict historique, mais qui a nécessité 15 ans de travail.

La famille de Dilan Cruz, un autre manifestant apparemment

abattu par un agent de l'ESMAD lors de la dernière grève nationale en novembre 2019, attend toujours que justice soit rendue. L'affaire est traitée par le tribunal militaire de Colombie. Ce n'est que récemment que l'organisation de défense des droits humains *Human Rights Watch* a demandé à la Cour suprême de la renvoyer devant la justice civile.

Comment s'annonce la suite?

Après le retrait de la réforme fiscale, il est clair qu'une solution est nécessaire. La stratégie éprouvée consistant à présenter une proposition absurde et à négocier par la suite n'a rien de nouveau. Mais la réaction du peuple est susceptible de se répéter sous une forme similaire à l'avenir.

L'expérience montre qu'il ne faut pas faire confiance au gouvernement ni aux comités de négociation. Après la grève de novembre 2019, le comité de l'époque avait participé à une table de négociation. Ses revendications – annulation de la réforme de la santé, vaccinations massives, suppression des frais de scolarité et des dizaines d'autres points – n'ont toujours pas été mises en œuvre à ce jour. Francisco Maltés, le président de la (CUT), a donc annoncé que le retrait de la réforme était un triomphe pour les manifestant·es, mais qu'il ne mettrait pas fin à la grève.

Les avis divergent sur la question de savoir si ces manifestations de plusieurs jours peuvent évoluer en un soulèvement social durable. Certain·es affirment qu'il y a un manque de combativité et que les gens se contentent trop vite de solutions médiocres. D'autres disent que la Colombie pourrait devenir un second Chili. "*Si Duque ne démissionne pas, nous ne nous ar-*

Qu'est-ce que l'Uribisme?

L'uribisme est le nom donné en Colombie au mouvement politique fondé sur les conceptions politiques de l'ancien président Álvaro Uribe Vélez: libéralisme économique et populisme. L'actuel président Iván Duque, qui appartient au Centre démocratique, le parti d'Uribe, est aussi couramment appelé sous-président d'Uribe car l'influence de ce dernier est encore extrêmement forte. 6402 civil·es ont été tué·es par l'armée sous la présidence d'Uribe, et présenté·es après coup comme des guérilleros. Ses opposant·es surnomment Uribe le "*père du paramilitarisme*", de nouveaux liens avec les AUC (*Autodefensas Unidas de Colombia*), principal groupe paramilitaire colombien, fondé à partir d'une unification des groupes paramilitaires pré-existant à l'initiative de l'armée, de propriétaires terriens ou des cartels de drogue, continuent d'être mis à jour.

Qu'est-ce que l'ESMAD?

L'ESMAD a été créé sous la présidence d'Andrés Pastrana, en 1999, lors d'une des pires périodes de conflit armé. Il s'agit d'une unité spéciale de la police colombienne chargée de désamorcer ces conflits armés. Bien que conçue comme une solution transitoire, l'unité a été maintenue. Le programme de formation des agents de l'ESMAD a été élaboré par Álvaro Uribe, président de 2002 à 2010. L'ESMAD compte environ 3876 agents, dont 550 sont des agent·es antiémeutes qui utilisent diverses armes à feu pouvant tirer des balles à blanc, des gaz lacrymogènes, des balles paralysantes et des balles de peinture. Officiellement, cependant, illes ne portent pas d'armes à feu du tout.

rêterons pas", tel est pour l'heure le ton sur les réseaux sociaux.

Samina Stämpfli vit et travaille en Colombie

* Article écrit la deuxième semaine de mai.

Ce numéro d'Archipel est accompagné d'une lettre demandant au Conseil fédéral d'agir

en raison des graves violations des droits humains en Colombie. Veuillez signer cette lettre et l'envoyer au Conseil fédéral.

Nous ne devons pas permettre que des personnes continuent à être assassinées arbitrairement!

gestion calamiteuse de son prédécesseur) par Denis Sassou-Nguesso (ancien dictateur exilé et choyé par la France de Jacques Chirac pendant que le Congo tentait de se relever des déboires de plusieurs années du monopartisme).

La France, par le truchement de Elf-Aquitaine², arme Sassou-Nguesso³ pour qu'il puisse perpétrer un coup d'Etat qui fera 400.000 morts et durera 4 mois, dans une première phase, avant de se poursuivre dans les régions du sud du Congo et particulièrement dans la région du Pool. Depuis ce coup d'Etat de juin 1997, la France et son suppôt Sassou Nguesso se partagent le gâteau qu'est la manne pétrolière du Congo et la majorité écrasante du peuple congolais qui croupit dans la misère n'a que ses yeux pour pleurer ou doit prendre le chemin de l'exil parce que la dictature sur place est sanguinaire et implacable!

Que s'est-il donc passé en mars dernier au Congo? Ni plus, ni moins qu'une mascarade électorale destinée à maintenir le dictateur Sassou Nguesso au pouvoir par la force des armes. Contrairement à l'élection présidentielle de mars 2016 qui avait abouti à l'arrestation de Jean-Marie Michel Mokoko (l'un des candidats qualifiés pour le deuxième tour du scrutin selon les résultats collectés par l'opposition), précédée d'un coup d'Etat constitutionnel⁴ et de manifestations réprimées dans le sang, toujours avec la bénédiction de la France⁵, cette fois dans les quatre coins du pays les rues ont été occupées par les miliciens du pouvoir que l'on appelle abusivement l'armée ou la police. Et, pendant que le bourrage des urnes se préparait, le principal opposant à Sassou Nguesso se faisait empoisonner, la veille même de cette élection, avec la bénédiction de la France qui depuis cache son corps après avoir organisé, avec le régime criminel de Brazzaville, un semblant d'évacuation sanitaire (Guy Brice Parfait Kolelas ayant succombé à son empoisonnement la veille, soit deux jours avant la tenue de la mascarade électorale). Un opposant politique qui aurait l'âge des enfants de Sassou disparaît subitement, cela laisse le champ libre à Sassou qui n'a jamais réellement gagné une élection au Congo sans en truquer les résultats. Même mort, l'opposant est arrivé en tête des résultats (selon les résultats de son équipe électorale) ...

Que se passe-t-il au Congo?

Sans surprise, le 16 avril 2021, Sassou Nguesso, l'empereur des safous (surnom que les Congolais-es lui ont attribué à cause

de ces promesses électorales farfelues de planter des arbres fruitiers tels que le safoutier, chose qu'il n'a jamais faite en près de 40 ans de règne) a été investi par le truchement d'une cour constitutionnelle dirigée par son oncle Henri Bouka qui est en même temps le président de la CONEL, la soi-disant commission électorale nationale indépendante chargée d'organiser les élections.

Les Congolais-es continuent de dénoncer cette énième mascarade électorale et appellent de tous leurs vœux un soulèvement populaire. Mais dans un pays extrêmement militarisé (troisième pays le plus militarisé d'Afrique centrale, sans avoir jamais été en guerre contre un autre Etat), rongé par la crise financière⁶ depuis cinq années⁷ et les multiples détournements de fonds publics⁸ (même en période de crise), la société civile qui ne cesse de compter ses membres et cadres en prison s'épuise de la même manière que les partis politiques de l'opposition dont certains cadres sont victimes de machinations politiciennes (fausses accusations de coup d'Etat, empoisonnements, enlèvements, assassinats...)⁹.

On croirait lire la fin d'une tragi-comédie mais non. Tout n'est pas perdu car, à l'image de l'immense fleuve Congo qui arrose tout le pays dans ses allures calmes, les Congolais-es sont aux aguets et peuvent compter sur une diaspora forte (organisée en plusieurs fronts) qui ne lâche rien, une population locale qui ne se cache plus pour dénoncer les abus et crimes du régime Sassou Nguesso ainsi qu'une jeunesse toujours prête à descendre dans la rue pour défendre ses droits.

Martial Pa'nucci
artiste et activiste congolais
fondateur du mouvement
Ras le Bol.

CONGO

Colonie un jour, colonie toujours?

Sassou Nguesso s'autoproclame président réélu du Congo, pendant que la France cache le cadavre de son principal opposant Guy Brice Parfait Kolelas et laisse croupir en prison le général Jean-Marie Michel Mokoko.

En France, certaines personnes s'étonnent souvent du fait que des Africain·es "envahissent" leur ville ou quartier, sans se demander pourquoi ces gens viennent en France. Bon je vous donne la réponse: la France gère la monnaie de plus de 14 pays africains (tous d'anciennes colonies françaises – pas étonnant que la monnaie s'appelle FCFA c'est-à-dire Franc des Colonies Françaises d'Afrique [officiellement Franc de la Communauté Financière Africaine-Ndlr])! Vous êtes choqué·es? Moi pas du tout parce qu'il y a pire: la France choisit aussi quel dirigeant mettre à la tête de certains Etats pour soi-disant préserver les intérêts français... Et l'exemple le plus patent est celui de la République du Congo, encore appelé Congo Brazzaville, où la France a placé un dictateur sanguinaire au pouvoir depuis près de 40 ans (à ne pas confondre avec la République démocratique du Congo encore appelé RDC ou Congo-Kinshasa). Mais que se passe-t-il lorsqu'un dirigeant refuse d'obtempérer aux

injections de la France? La réponse est simple: il sera déchu par la France qui est prête à envoyer ses barbouzes de l'armée française pour déloger le récalcitrant de son palais. Vous pensez vraiment que ce n'est pas possible au 21^e siècle? Allez demander à Laurent Gbagbo qui a été catapulté (à coups de bombes par l'armée française) de son palais présidentiel à la Cour Pénale Internationale pour faire place à Alassane Dramane Ouattara, un suppôt de la FrançAfrique.

Mais revenons à notre empereur des Safous¹.

2021: Elections au Congo...

... ou la dernière mascarade électorale de l'empereur des Safous.

Pour ce qui est de la République du Congo, l'histoire commence en 1997; il y avait eu un semblant de calme entre 1992 et 1997. Pourquoi semblant de calme? C'est qu'en 1997, la France décide de remplacer Pascal Lussouba (président démocratiquement élu en 1992 après une conférence nationale suite à la révolte des populations face à la



Photo de Carine&Tom publiée sur Flickr. Paris, 2010

1. Le safou est un fruit comestible d'Afrique centrale venant du safoutier

2. <lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2018/04/10/le-petrole-congolais-d-elf-huile-de-la-francafrique_5283337_4862750.html>

3. <blogs.mediapart.fr/jecmaus/blog/161213/congo-brazzaville-la-guerre-coup-detat-de-1997-ou-le-retour-de-sassou>

4. <fidh.org/fr/regions/afrique/republique-du-congo/republique-du-congo-a-quatre-jours-du-referendum-constitutionnel-la>

5. <france24.com/fr/20151021-congo-tensions-brazzaville-affrontements-referendum-denis-sassou-nguesso>

6. <jeuneafrique.com/mag/622449/economie/le-congo-a-lepreuve-des-faits>

7. <voaafrique.com/a/les-effets-crise-financiere-se-font-ressentir-dans-tous-les-domaines-congo-brazzaville/3395461.html>

8. <globalwitness.org/fr/blog-fr/comment-largent-d%C3%A9tourne%C3%A9-des-fonds-publics-du-congo-ma-conduit-auc%C5%93ur-de-leurope>

9. <voaafrique.com/a/la-justice-fran%C3%A7aise-rouvre-une-enqu%C3%Aate-pour-entative-d-assassinat-de-l-opposant-congolais-ferdinand-mbaou/5513218.html>

Un soulèvement paysan

L'Inde est le pays qui réunit certainement le pire du capitalisme et du féodalisme. C'est aussi un pays en ébullition permanente et aux nombreuses révoltes. Face à la vague de libéralisme qui sévit depuis les années 1990, ces dernières se sont amplifiées jusqu'à atteindre la dimension d'un soulèvement populaire qui rassemble toutes les classes et les castes, dépasse les divisions religieuses et ethniques, et réunit paysan·nes, ouvrier·es et employé·es.

Avec près de 1 milliard 400 millions d'habitant·es (trois fois l'Union européenne) et une démographie galopante, l'Inde est le pays le plus peuplé de la planète derrière la Chine. Presque un·e habitant·e du globe sur 6 est indien·ne. L'agglomération de Delhi, la capitale, compte presque autant d'habitant·es que l'Espagne.

Il y a deux Indes: l'Inde urbaine aisée ou très riche (102 milliardaires dont 63 ont des revenus supérieurs à ceux du budget de l'Etat); 1 % de la population gagne 4 fois plus que 70 % de la population. Et puis il y a le pays des bidonvilles et du monde rural où 800 millions d'habitant·es vivent avec moins de deux euros par jour, 200 millions souffrent de la faim; 480 millions de travailleur·euses – soit 93 % de l'ensemble – ne sont même pas salarié·es, sans protection maladie, retraite ou chômage.

La société est également divisée en plusieurs centaines de castes. Au bas de l'échelle, les *dalits*, 200 millions d'intouchables. Si l'ombre d'un dalit effleure un membre d'une caste supérieure, cela peut motiver son assassinat car son ombre peut rendre "impur". Il y a ainsi deux meurtres de *dalits* et trois viols de femmes *dalits* par jour parce qu'elles valent moins qu'un animal. Il en va de même des *adivasis*, 100 millions d'aborigènes indien·nes, encore plus méprisé·es et maltraité·es.

Sur 600 millions de paysan·nes, 86 % ont moins de 2 hectares, ce qui ne suffit pas pour leur subsistance et 30 % n'ont pas du tout de terres. Beaucoup travaillent comme ouvrier·es agricoles dans les exploitations plus grandes. De nombreux paysan·nes sont endetté·es, et peuvent basculer dans la misère au moindre accident; 300.000 paysan·nes se sont suicidé·es au cours des 25 dernières années.

Dans les années 1960, le gouvernement socialiste de l'Inde tenta d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays par une vigoureuse politique de soutien au monde paysan. L'Etat garantissait l'achat des récoltes à un prix fixé au-dessus des prix du marché

mondial, assurant ainsi un revenu minimum aux paysan·nes. Il finança des travaux d'irrigation et de voirie, assura aux paysan·nes un prix réduit pour l'électricité, des distributions alimentaires ou encore cent jours de travail salarié par an dans des travaux d'utilité publique. Le socialisme indien encouragea la démocratie directe rurale des *panchayats*, des structures municipales soumises au contrôle d'assemblées populaires qui ont un pouvoir décisionnel sur la vie du village en matière d'administration locale, d'école, de santé, de retraite et de justice.

C'est pourtant la gauche revenue au pouvoir qui a initié le tournant libéral des années 1990, en particulier le parti du Congrès (le parti du Mahatma Gandhi et de Jawaharlal Nehru). Pour cela, il a amplifié les oppositions religieuses, de castes et l'oppression des femmes.

En 2014, Narendra Modi devient Premier ministre et est reconduit à ce poste après les élections de 2019 qui voit le Bharatiya Janata Party (BJP; Parti indien du peuple, parti de droite nationaliste hindoue) accroître sa majorité. Issu d'une organisation paramilitaire hindoue *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS; Organisation patriotique nationale, eugéniste, raciste et bras armé du BJP), Modi amplifie cette politique de division de la population afin de mieux régner. Il utilise la milice du RSS pour s'attaquer violemment aux *dalits* et organiser des provocations contre les musulmans. Il lance des campagnes pour forcer les musulman·es et chrétien·nes à se convertir à la religion hindoue, interdit les mariages mixtes religieux et cherche à imposer aux femmes de se signaler au poste de police lorsqu'elles sortent de chez elles. Fin 2019, Modi entreprend de déchoir de la nationalité indienne les personnes qui ne peuvent prouver que leurs ancêtres étaient présents en Inde avant 1971. Mais la forte proportion d'Hindous parmi les personnes déchues de leur nationalité n'avait pas été prévue par le gouvernement. Ce fut la mesure de trop.

Adoptée le 11 décembre 2019, cette CAA (*Citizenship Amendment Act*, loi sur la citoyenneté) a suscité la révolte des musulman·es, en particulier des femmes, qui entraîna ensuite une bonne partie de la société indienne, exaspérée par toutes ces brimades.

Répression à l'Université

Le mouvement d'opposition se cristallisa à *Shaheen Bagh*, quartier pauvre et musulman du sud de Delhi, à la suite de l'attaque de l'université *Jamia Millia Islamia*. Pour beaucoup de jeunes de ce quartier populaire, c'est l'endroit où elles aspirent un jour à étudier. Le 15 décembre 2019, la police de Delhi a mené une attaque brutale contre cette université, vandalisant l'institution, matraquant les étudiant·es et tirant des gaz lacrymogènes à l'intérieur de la bibliothèque. Sans soutien politique ni organisation officielle, les habitant·es de *Shaheen Bagh* ont décidé de se rassembler, de descendre dans la rue et de bloquer l'autoroute. Les places du quartier furent occupées par 10.000 à 150.000 personnes chaque soir et particulièrement par des femmes, devenant un centre populaire de débat et d'opposition au régime de Modi. Ces occupations furent une bouffée d'oxygène dans cette Inde étouffante où la presse et le monde politique sont les soutiens de la démagogie communautariste du gouvernement.

Le mouvement prit une telle ampleur que les directions syndicales ouvrières appelèrent à une grève générale le 8 janvier 2020: 250 millions de travailleur·euses firent grève, la plus grosse grève de l'histoire de l'Inde (et probablement du monde!). Les directions syndicales ne voulurent donner aucune suite. En revanche, le mouvement continua de plus belle, s'étendant à de multiples secteurs se mettant à leur tour en grève: enseignant·es du primaire, employé·es d'Etat et de municipalités, gardes d'enfants, ouvrier·es du bâtiment. La démagogie raciste et religieuse de Modi a été brisée par la révolte contre la misère et la violence qui ont unifié toutes les castes et les communautés.

Covid et mouvement

Ce fut le confinement face à l'épidémie de Covid-19 qui mit fin à ce mouvement. L'Inde détecte son premier cas de Covid-19 le 30 janvier 2020, mais le BJP est alors trop occupé par la visite de Donald Trump. Soudainement, le 24 mars 2020, le Premier ministre Modi décrète un embargo national, avec un préavis de quatre heures. Aucune mesure de santé publique ou d'aide sociale n'est

prévue pour les plus démunis·es.

Dans tout le pays, des millions de travailleur·euses "migrant·es" (qui ne sont pas originaires de l'Etat ou la ville où ils travaillent) se sont retrouvé·es du jour au lendemain sans abri, leurs employeurs/euses les ayant mis à la porte, les considérant comme un risque au cas où le confinement se prolongerait. Environ 10 millions de personnes licenciées tentèrent alors de retourner dans leurs villages d'origine, semant un chaos total dans tout le pays. Des masses marchant sous le soleil brûlant, composées de vieux/vieilles, de très jeunes, de femmes enceintes et de malades, sont parties sans ressources et souvent à pied – les transports publics étant arrêtés – pour des voyages de centaines, voire de milliers de kilomètres. Certain·es sont mort·es d'épuisement.

En réaction, Modi multiplia les appels à la charité et au sens national du devoir, selon lesquels les gens devaient s'entraider et s'organiser par elleux-mêmes. Mais l'indignation publique ne fit que s'amplifier au fur et à mesure que les tragédies étaient révélées dans la presse. Beaucoup de ces "migrant·es" firent entendre leur colère dans les campagnes avec un message de détermination: "*Nous sommes en train de mourir, aussi nous préférons mourir en combattant*". Leur colère rencontra celle des travailleur·euses resté·es en ville qui, n'ayant reçu aucun salaire en mars et avril, explosa dans de nombreux Etats et territoires indiens.

La pandémie de Covid-19 a permis au gouvernement de s'octroyer des pouvoirs extraordinaires pour lancer une attaque sans précédent contre le peu de protection sociale existant pour les travailleur·euses salarié·es, contre les différents services publics et contre toute contestation de sa politique. Dans tous les Etats de l'Inde que le BJP dirige, tous les droits et protections ouvrier·es en matière d'horaires, d'emploi, de salaires, de conditions de travail, d'associations syndicales et de protection sanitaire furent supprimés. Au niveau national, le gouvernement Modi a prévu la privatisation systématique de tout le secteur public et étatisé plus de 300 entreprises publiques: télécommunications, énergie, finance et défense, en passant par chemins de fer, mines, santé, école...

Trois lois contre la paysannerie

Mais c'est surtout l'adoption de trois lois, proposées par le gouvernement début juin et votées par le Parlement à la mi-septembre, qui a mis le feu aux poudres. Ces lois suppriment l'obligation d'en passer



Des militantes de différents partis bloquent l'autoroute, photo Channi Anand/dpa, Inde, 2021

par les *mandis*, les marchés agricoles locaux où les paysan·nes vendent leur production à des prix garantis. Elles limitent le pouvoir de négociation et de recours des paysan·nes sur les contrats qu'elles passent avec des entreprises, et ouvrent à la spéculation des biens alimentaires jusque-là protégés. Selon le gouvernement, ces lois devraient permettre aux paysan·nes de vendre leur production où elles veulent et à l'acheteur·euse de leur choix, à des privé·es, dans son *mandi* ou ailleurs. Mais c'est plutôt le contraire qui risque d'arriver: face aux négociant·es en gros, les paysan·nes vont devoir vendre leurs récoltes à des prix toujours plus bas. Pour justifier ces lois libéralisant les marchés agricoles, Modi a assuré que les revenus des paysan·nes augmenteront et que les infrastructures seront modernisées. Or dans l'Etat du Bihar, où une réforme semblable a été appliquée depuis 2006, c'est tout le contraire qui s'est produit. En réalité, ce sont des lois faites pour les deux plus gros patrons de l'agroalimentaire indien proches du Premier ministre, les milliardaires Mukesh Ambani et Gautam Adani, dont les effigies ont été brûlées en place publique par les paysan·nes en colère.

Le mouvement renaît

Dès juin, les premières protestations paysannes contre les *black laws* comme les appellent les paysan·nes, se firent entendre et s'amplifièrent fin septembre. La révolte s'est étendue surtout à partir de la grève générale qu'une coordination de 500 organisations paysannes, créée dans une précédente lutte en 2017, réussit à imposer aux directions syndicales ouvrières le 26 novembre puis le 8 décembre 2020. Il y eut ces jours-là de nouveau 250 millions de grévistes et des dizaines de millions de paysan·nes, battant tous les records de mobilisation en Inde et dans le monde.

Une nouvelle coordination paysanne se fait alors connaître, le *Samyukt Kisan Morcha* (SKM; Front Uni Paysan). Elle désigne explicitement son adversaire en appelant à organiser une marche sur les instances gouvernementales à Delhi. Plusieurs centaines de milliers de paysan·nes partent alors de tout le pays, franchissent les barrages policiers mais sont bloqué·es aux portes de Delhi. Elles décident de camper là, sur les voies des autoroutes, devant les fossés et les barricades que la police et l'armée ont édifiées pour les empêcher d'avancer. Les six campements paysans aux portes de Delhi deviennent alors de véritables townships militantes d'environ 300.000 personnes où on trouve tous les équipements collectifs d'une ville – salles de conférences, écoles, théâtres, cantines, etc. – mais gratuits, regroupant syndicalistes, féministes, artistes, jeunes des bidonvilles, étudiant·es... des immenses ZAD où on refait le monde!

Début janvier 2021, la Cour suprême suspend la réforme pour 18 mois, mais cette manœuvre dilatoire ne convainc pas les paysan·nes. Le SKM donne un ultimatum au pouvoir: il a jusqu'au 26 janvier – jour de la fête nationale – pour retirer ses lois, sinon les paysan·es rentrent dans Delhi. Le défilé paysan à Delhi, avec un million de manifestant·es et 400.000 tracteurs, éclipse complètement le défilé militaire officiel. Les médias indiens, largement acquis au gouvernement, font croire que les paysan·nes ont remplacé le drapeau national indien sur le Fort Rouge, symbole de l'indépendance de l'Inde, par le drapeau Sikh, prouvant ainsi, selon eux, que le mouvement prône un séparatisme religieux. La campagne des médias sème le trouble. Le gouvernement, profitant de la confusion engendrée par les affrontements avec la police, envoie les policier·es

et les paramilitaires du RSS pour dégager les campements paysans autour de Delhi dans la nuit du 28 au 29 janvier. Mais ce coup de force échoue. Les dirigeant·es paysan·nes du SKM et notamment l'un d'entre eux, Rakesh Tikait dans le camp de Ghazipur, appellent à la résistance, déclarant en larmes qu'il préférerait se pendre que d'abandonner la lutte. Dans la nuit, des dizaines de milliers de paysan·nes et leurs soutiens marchent sur les campements de Delhi dont illes chassent les forces de l'ordre.

Dès lors, le mouvement se structure pour durer et s'étendre à toute l'Inde. S'appuyant sur la démocratie directe rurale des *panchayats*, Rakesh Tikait – qui a échappé à une tentative d'assassinat le 2 avril – appelle à la tenue de *mahapanchayat*, de grandes (maha) assemblées générales regroupant des dizaines de milliers de personnes. Les grèves se multiplient dans les secteurs privatisés. L'occupation aux portes de Delhi s'organise: les paysan·nes reçoivent le renfort des étudiant·es pour leurs récoltes et ceux-ci/celles-ci sont remplacés par des ouvrier·es, des employé·es, des chômeur·euses, etc. Dans les campagnes, les membres et responsables du BJP, du RSS et leurs allié·es, les policier·es brutaux/ales, subissent un boycott social et sont invité·es à démissionner de leur fonction. Enfin, le SKM a appelé à faire le siège illimité du parlement début mai.

Mais à partir de la mi-avril l'Inde est touchée par une seconde vague de l'épidémie Covid-19. C'est aussi le moment de la campagne électorale pour élire les dirigeants des Etats les plus importants de l'Inde (environ 175 millions d'électeurs au total). Afin de conserver les Etats qui menaçaient d'échapper au BJP, Modi a multiplié les meetings devant de gigantesques foules sans masques. Pour s'assurer la victoire, il a distribué de l'argent aux participant·es à ses meetings, organisé des augmentations de salaires de dernière minute, et fait des promesses crapuleuses, sous-entendant par exemple que là où le BJP triompherait les Hindous pourraient s'approprier les biens des musulman·es déchu·es de la nationalité indienne et expulsé·es à la suite de la mise en application des lois sur la citoyenneté (CAA). De même, il a laissé se dérouler le pèlerinage de la Kumbh Mela, au cours duquel des millions d'Hindou·es se sont immergé·es, les un·es contre les autres, dans les eaux du Gange, transformant les lieux en foyer de contagion géant. Tout cela en vain, car son parti a subi dans cinq principaux Etats des défaites magis-

trales, le mouvement paysan ayant appelé les électeur·trices à participer aux scrutins avec la consigne de voter pour n'importe quel·le candidat·e, sauf celui du BJP.

Par ailleurs, Modi s'était vanté d'avoir vaincu le virus et enrayé l'épidémie en Inde, et son gouvernement est donc encore moins préparé à affronter cette seconde vague. Les contaminations et les décès montent en flèche début mai, et le manque de matériel de soins, de lits d'hôpitaux, de respirateurs, d'oxygène, de vaccins est criant partout. Devant cette catastrophe, Modi et les élu·es du BJP tentent avant tout de dissimuler leur incurie et accusent les rassemblements organisés par le mouvement paysan d'être des foyers de propagation du virus. Face à cette campagne de dénigrement – alors que c'est le mouvement paysan avec l'aide de diverses ONG indiennes qui tentent d'organiser l'acheminement du matériel médical et les soins – les leaders paysan·nes répondent que si Modi veut que leurs rassemblements cessent, il n'a qu'à abandonner ses réformes ultralibérales et la protestation s'arrêtera.

En fait, contrairement à la première vague de l'épidémie en mars 2020 où la peur régnait, aujourd'hui, malgré l'ampleur des désastres provoqués par le Covid-19, c'est un autre sentiment qui domine. L'ambiance de faillite de l'Etat central, de chaos provoqué par les autorités et d'irresponsabilité des dirigeant·es font que Modi et le gouvernement sont perçus comme plus dangereux que le virus. Cette lutte n'est donc pas près de s'éteindre...

Partout où il s'est implanté, et d'abord lorsqu'il est apparu en Angleterre au 18^e siècle, le capitalisme industriel a dû détruire les moyens de subsistance des paysan·nes et les chasser en masse de leurs terres afin de les transformer en ouvrier·es dociles pour les usines et grandes exploitations agricoles. Et partout où cette privatisation a eu lieu, des révoltes ont éclaté au cri de "*Terre et Liberté!*". Car produire sa propre subsistance constitue la base matérielle de toute liberté individuelle et de l'autonomie politique des communautés. Et c'est avant tout cela, en plus de leur simple survie, que défendent aujourd'hui avec courage et détermination les paysan·nes indien·nes.

L'agriculture industrielle est en apparence plus productive et économique uniquement parce que le coût d'un certain nombre d'"intrants" est reporté sur la nature vivante et la société humaine. La "modernisation" de l'agriculture indienne serait non seulement

un désastre social pour les paysan·nes pauvres mais aussi pour les ouvrier·es et employé·es des villes qui, mis en concurrence avec les paysan·nes dépossédés, verraient leur salaire baisser.

En 1928, Gandhi, bien conscient des conséquences de l'industrialisation initiée en Angleterre, formula l'une de ces intuitions qui ont porté sa pensée jusqu'au 21^e siècle chez les critiques du développement: *"Dieu fasse que l'Inde ne s'industrialise jamais sur le modèle occidental. [...] Si une nation comptant 300 millions d'habitant·es [population de l'Inde à l'époque] se lançait dans pareille exploitation économique, le monde serait ravagé comme par une invasion de sauterelles."*

Voisine de l'Inde, la Chine s'est lancée dans la voie de l'industriali-

sation à outrance ces dernières décennies, avec les résultats sociaux et environnementaux désastreux que l'on connaît. Espérons que les paysan·nes et ouvrier·es indien·nes sauront ouvrir une autre voie, préserver et étendre leur liberté et leur autonomie. Cela pourrait encourager d'autres peuples à sortir des illusions funestes de la croissance économique et du progrès technologique.

Bertrand Louart
Chroniqueur sur les ondes de
Radio Zinzine

Remerciement à Jacques Chastaing qui suit et relaie presque quotidiennement le soulèvement paysan indien sur sa page Facebook et sur un blog de Médiapart <<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/>>. Vous trouverez sur le site de Radio Zinzine <radiozinzine.org> deux émissions intitulées Le soulèvement paysan en Inde, basées sur des entretiens avec Jacques Chastaing.

ROUMANIE

Accès à la terre et accaparement: défis et solutions

En Roumanie et en Europe de l'Est, des millions de paysannes et de paysans travaillent la terre et y produisent des aliments sains et nutritifs. Nous avons tous·tes un lien particulier avec la terre. En Roumanie, les paysan·nes sont appelés *tărani*, littéralement "personnes du pays". Nous sommes témoins de ce lien culturel avec la terre dans toute l'Europe de l'Est, dans des pays tels que la Pologne, l'Ukraine ou la Bulgarie.

Issue d'une longue lignée de paysan·nes, ma famille, comme les autres paysan·nes de toute la Roumanie, a toujours été en première ligne des luttes pour la terre. Lorsque le régime communiste a décidé de prendre le contrôle du système agricole dans les années 1950, les terres et les animaux de mon grand-père lui ont été confisqués et il a été transformé, comme tous·tes les hommes, femmes et jeunes ruraux/ales de notre pays, en main-d'œuvre au service du parti communiste. Leurs semences, leurs savoirs et leur lien historique avec la terre ont été saisis au nom de l'industrialisation: c'est l'histoire de millions de familles paysannes en Europe de l'Est. Nous avons connu l'échec du communisme, et maintenant nous faisons l'expérience du capitalisme sauvage. Nos terres nous ont été rendues via des réformes de redistribution pour être à nouveau accaparées, au nom de l'industrialisation et de l'accumulation privée du capital.

Lorsque la Roumanie a rejoint l'Union européenne, plus de 4 millions de fermes paysannes l'ont fait

avec elle! Mais les portes se sont ouvertes dans les deux sens... et actuellement, la Roumanie présente un paysage agricole très contrasté. D'un côté, nous avons de petites exploitations familiales qui possèdent plus de 55 % des terres agricoles – plus de 7 millions d'hectares – tandis que de l'autre côté, quelque 28.000 entreprises contrôlent près de 6 millions d'hectares de terres agricoles. C'est donc quasiment la moitié de la surface agricole exploitée de la Roumanie qui est concentrée entre les mains de 0,8 % de ses agriculteur/trices, une situation préoccupante.

Qui sont ces 0,8 %?

Certain·es sont de grandes entreprises agro-industrielles à capitaux roumains ou multinationaux. Les plus grandes de ces entreprises contrôlent ensemble plus de 200.000 hectares de terres arables. L'une d'entre elles, une entreprise avec des actionnaires libanais·es, possède près de 50.000 hectares, dont une des exploitations s'étend sur 27.000 hectares.

L'autre partie de cette élite des

0,8 % ne fait que spéculer sur le prix des terres agricoles d'Europe de l'Est. Pour eux/elles, nos terres ne sont rien de plus qu'une marchandise sur ce qui est maintenant le marché unique européen. Les moratoires sur les ventes de terres négociés par la Roumanie avec l'UE ces dernières années n'ont pas résolu grand-chose. Les entreprises et les fonds d'investissement européens ont rapidement trouvé des échappatoires pour acheter ou louer des terres dans les nouveaux Etats membres, stimulés par la disponibilité de paiements directs dans le cadre de la politique agricole commune, et par la grande disproportion du prix des terres entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

En Roumanie, le prix moyen d'un hectare de terre agricole est d'environ 5600 euros, en Bulgarie environ 2000 euros. Dans les pays voisins de l'UE, les terres sont encore moins chères: moins de 500 euros l'hectare en Moldavie, et les prix peuvent descendre jusqu'à 12 euros pour un hectare en Ukraine. Une aubaine, non?

Pour nous, paysan·nes, il ne s'agit plus d'une simple concentration des terres mais d'un véritable accaparement où l'argent est l'arme avec laquelle les grands capitaux gérés par les banques et autres institutions financières prennent le contrôle de quantités de terres bien plus importantes que la normale au niveau local, au détriment des paysan·nes, de la souveraineté alimentaire, de la gestion collective des terres et des droits humains.

La taille moyenne d'une exploitation paysanne en Roumanie est de 2 hectares, souvent divisés en plusieurs parcelles de production. Nous y produisons de la nourriture. Nous ne considérons pas comme de "bonnes voisines" les entreprises agro-industrielles qui produisent des cultures commerciales sur des dizaines de milliers d'hectares juste à côté de chez nous. Ceux/celles qui spéculent avec nos terres ne sont rien d'autre que des accapareur/euses.

Dans notre lutte pour la terre en Roumanie et en Europe de l'Est, nous interpellons constamment l'UE et les autorités roumaines afin qu'elles reconnaissent ces problèmes de concentration et d'accaparement des terres et mettent enfin en place des politiques visant à arrêter et à inverser cette tendance. Nous demandons plus de transparence sur les acquisitions à grande échelle de terres agricoles. Ces dernières années, à Eco Ruralis*, nous avons travaillé dur pour mettre des noms et des visages derrière ces entreprises et leurs pratiques néfastes, les cartographier et infor-

mer nos communautés paysannes des menaces qu'elles représentent.

En examinant les disparités dans la répartition des revenus et des richesses (coefficient "Gini") à travers le prisme de la pauvreté et de la propriété foncière, nous observons une superposition très claire entre la pauvreté extrême et la grande propriété foncière. Au début des années 2010, le taux de pauvreté et d'exclusion sociale de la Roumanie atteignait 42% de sa population (la moyenne de l'UE étant de 25%). Ce taux est en augmentation constante, plaçant la Roumanie parmi les pays les plus pauvres de l'UE. Les statistiques montrent également que les régions les plus pauvres de Roumanie sont le Nord-Est, le Sud-Est et le Sud-Ouest, des zones déclarées défavorisées, touchées par de forts remembrements agricoles et par l'accaparement des terres.

L'intensification de ces deux phénomènes que sont la concentration et l'accaparement des terres a des répercussions majeures sur les campagnes roumaines. Nos espaces ruraux se dépeuplent à mesure que les paysan·nes vieillissent et disparaissent ou sont poussés·es à quitter l'agriculture, migrant vers les villes ou à l'étranger. Le lien historique avec la terre se perd et avec lui notre culture, nos traditions et nos connaissances agroécologiques.

Une nouvelle génération

Le développement d'une nouvelle génération de paysan·nes est également entravé car les jeunes ont de moins en moins accès à la terre. En raison de la pression commerciale exercée par les gros investisseurs/euses, les communs, notre dernier bastion de viabilité, se perdent.

En Roumanie, comme dans une grande partie de l'Europe, le pâturage commun est une tradition historique. Cependant, contrairement à une grande partie de l'Europe occidentale et malgré plusieurs changements dans la propriété foncière au cours des dernières décennies, cette forme d'utilisation des terres y joue toujours un rôle important. Les pâturages communs peuvent appartenir à des organismes publics, des organisations privées ou des particuliers, mais sont caractérisés par des droits de pâturage multiples. Bien qu'il n'existe pas de chiffres exacts sur la répartition des pâturages communs, si l'on se base sur la quantité de terres agricoles publiques dans le pays (1,87 million d'hectares en 2007), une approximation grossière suggère que plus de la moitié des 3,4 millions d'hectares de pâturages permanents en

Roumanie peuvent être considérés comme des terres communes.

Bien que leur importance varie, la grande majorité des territoires ruraux conservent au moins un pâturage utilisé en commun par les habitant·es. L'usage de ces pâturages communs est fortement lié à la persistance d'une agriculture autosuffisante à petite échelle et agroécologique, qui demeure la pratique agricole majoritaire en Roumanie, tant en termes de superficie que de nombre d'agriculteur/trices impliqué·es. Pour les familles paysannes, la possibilité d'élever du bétail et donc d'accéder au marché en tant que petit·es exploitant·es et de générer des revenus dépend de leur usage des pâturages communs, en complément de leurs propres terres. Les pâturages communs représentent donc une ressource économique majeure pour les petit·es agriculteur/trices, en particulier les jeunes producteur/trices d'aliments agroécologiques, et sont également une source de bénéfices non économiques pour la communauté.

De vastes zones de pâturages communs sont désormais louées par les autorités locales aux entreprises les plus offrantes, dont beaucoup investissent depuis des pays riches d'Europe de l'Ouest tels que la Suisse, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Les jeunes agriculteur/trices locaux/locales n'ont pas la capacité financière d'être compétitif/ves sur le marché foncier et, comme le montre une étude de l'UE, le principal besoin des jeunes agriculteur/trices est l'accès à la terre, en particulier dans les nouveaux Etats membres.

Il est grand temps que les autorités européennes examinent les décisions politiques prises dans différents domaines afin de déterminer si elles favorisent ou contrecarrent la concentration des terres agricoles dans l'UE et qu'elles lancent un processus inclusif afin d'évaluer le statut actuel de la gestion des terres à la lumière des directives de la FAO sur les régimes fonciers que les Etats membres de l'UE ont ratifiées.

Un système unique de gestion agroécologique

En outre, cette concentration des terres a également un impact considérable sur notre environnement. Avec la disparition de l'agriculture paysanne, un système unique de gestion agroécologique des terres est en train d'être détruit. Les paysan·nes et les éleveur·euses d'Europe de l'Est produisent des aliments tout en préservant les ressources naturelles et non en les épuisant. L'introduction du modèle agro-industriel, fortement subven-

tionné par la politique agricole commune, entraîne l'érosion des sols, la perte de la biodiversité et la contamination des eaux en raison de l'utilisation intensive d'engrais chimiques et de pesticides.

Nous avons le sentiment que les petit·es agriculteur/trices et les paysan·nes de notre région sont actuellement considéré·es comme un problème dont il faudrait se débarrasser, plutôt que comme des éléments solides sur lesquels notre société peut construire son avenir. Les paysan·nes et les petites exploitations familiales sont notre plus grande force, et non un handicap qui tirerait nos pays vers le bas. Un pays peut être tout à la fois un pays de paysan·nes et un Etat européen moderne. La différence est que les politiques doivent être fondées sur la volonté de faire des paysan·nes la base d'une chaîne d'approvisionnement solide dans une économie rurale dynamique. Les politiques qui visent à marginaliser les paysan·nes, en les poussant hors de la terre, doivent être remplacées par des politiques qui les placent au centre de l'action.

Nous avons également besoin que les autorités européennes sensibilisent et soutiennent les efforts des Etats membres pour lutter contre la corruption liée aux transactions foncières. Lorsqu'elles spéculent sur des terres bon marché d'Europe de l'Est, les banques multinationales et les fonds d'investissement multimillionnaires se soucient-ils des répercussions sur celles-ci? Savent-elles que leurs négociant·es corrompent les autorités locales pour qu'elles agissent comme des agent·es immobilier·es et que les paysan·nes soient intimidé·es et forcé·es à signer la vente de leurs terres? Tout cela au nom de retours élevés sur les investissements fonciers qui, selon eux/elles, sont encore plus juteux que les investissements dans l'or.

Malheureusement, nous sommes trop souvent témoins de ces réalités dans nos campagnes. Les priorités doivent être modifiées. Les paysan·nes, et en particulier les jeunes agriculteur/trices ayant une pratique agroécologique, doivent se voir accorder un accès prioritaire aux terres agricoles, surtout à notre époque où les non-agriculteur/trices sont de plus en plus intéressé·es par l'acquisition de terres agricoles.

Mon grand-père avait l'habitude de dire que notre famille a traversé beaucoup d'inondations au fil du temps, certes nous vivons dans une région sujette aux inondations... Mais d'une manière métaphorique, ses propos sont toujours vrais, bien que nos terres soient inondées par des investisseur·euses

de toutes sortes, qui les traitent comme des marchandises dont illes peuvent faire librement commerce, nous, femmes, hommes et jeunes ruraux, paysan·nes de Roumanie et d'Europe de l'Est, avons la vision, les ressources et l'expérience nécessaires et sommes prêt·es à participer à un processus équitable et inclusif d'élaboration de nos politiques publiques

en matière de patrimoine foncier, d'alimentation et d'agriculture.

Szocs-Boruss Miklos Attila
Paysan, président de
l'association Eco Ruralis

* Eco Ruralis est une association qui soutient l'agriculture paysanne en Roumanie. Elle soutient l'agroécologie et encourage la petite agriculture familiale en tant que méthode d'agriculture dominante et préférable en Roumanie.

CHIAPAS

"L'invasion zapatiste" commence!

Cela avait été annoncé il y a six mois; maintenant, nous y sommes. Le voyage zapatiste vers l'Europe a commencé. La "conquête inversée" a bel et bien débuté.

Lorsque, le 5 octobre 2020, les zapatistes ont publié leur communiqué «*Une montagne en haute mer*», la surprise fut considérable, à l'annonce d'une tournée de l'EZLN (*Ejército Zapatista de Liberación Nacional*) sur les cinq continents, en commençant par l'Europe. Il faut dire que si les zapatistes n'ont pas été avares d'initiatives tant au Chiapas qu'à l'échelle du Mexique (avec par exemple la Marche de la couleur de la terre, il y a tout juste 20 ans), c'est presque la première fois (à une petite exception près en 1997) qu'elles sortent des frontières de leur pays. Puis, le 1er janvier dernier, ils et elles ont écrit et cosigné avec des centaines de personnes, collectifs et organisations une *Déclaration pour la vie* exposant les raisons de ce voyage¹: contribuer à l'effort pour que les luttes contre le capitalisme – qui sont indissociablement des luttes pour la vie – se rencontrent dans la pleine conscience de leurs différences et loin de toute volonté d'homogénéisation ou d'hégémonie.

Au cours de ces six derniers mois, un ample processus d'organisation s'est mis en place à l'échelle européenne, mais aussi dans chaque pays ou "géographie", selon la terminologie zapatiste. Une coordination franco-phone a ainsi vu le jour, puis, en son sein, huit coordinations régionales fédérant collectifs et initiatives locales. Dans le même temps, l'EZLN a confirmé que se préparait une ample délégation composée de plus d'une centaine de ses membres, aux trois quarts des femmes, et qu'elle serait en outre

accompagnée par des membres du *Congrès National Indien-Conseil Indien de Gouvernement*, qui regroupe des luttes indiennes de tout le Mexique, ainsi que par une délégation du *Front des Villages en Défense de l'Eau et de la Terre de Morelos, Puebla et Tlaxcala*, s'opposant à la mise en service d'une double centrale thermo-électrique qui menace de détourner les ressources en eau indispensables aux paysan·nes de la région².

Le 10 avril dernier – anniversaire de l'assassinat d'Emiliano Zapata –, était annoncé le départ de la première partie de la délégation zapatiste, destinée à faire le voyage par la voie maritime. On s'attendait à la voir sortir, ce jour-là, du caracol³ de Morelia, où ses membres se préparaient depuis des mois. Il y eut bien alors un rituel en bonne et due forme, avec musique traditionnelle, encens et gestes de purification (*limpia*), sur la réplique d'une proue de navire; mais la montagne ne s'est pas pour autant déplacée⁴. En effet, il a été annoncé que la délégation se plaçait en quarantaine pendant quinze jours afin d'être assurée de ne pas quitter les territoires zapatistes en étant porteuse d'un autre virus que celui de la rébellion – un choix qui réitère la décision de l'EZLN de prendre (par soi-même et loin de toute injonction étatique) toutes les mesures de précaution sanitaire requises pour éviter la propagation du SARS-Cov-2, ce qui l'avait conduit à déclarer, dès le 15 mars 2020, une alerte rouge et à fermer l'accès à tous les caracoles zapatistes.

Commenceront alors des mois d'intenses activités, de rencontres

et d'échanges dans toute l'Europe, puisque les zapatistes ont annoncé avoir reçu et accepté des invitations émanant de très nombreuses "géographies": Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Catalogne, Sardaigne, Chypre, Croatie, Danemark, Slovénie, Etat espagnol, Finlande, France, Grèce, Pays-Bas, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays basque, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Roumanie, Russie, Serbie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.

Ce sont des centaines de rencontres et d'activités qui ont été proposées aux zapatistes et sont actuellement en cours de préparation. Les collectifs et organisations concerné·es les feront connaître le moment venu. Il est possible qu'il y ait des rassemblements amples, impliquant toutes les luttes de la période actuelle, des Gilets jaunes aux ZAD et autres résistances territoriales contre les grands projets destructeurs, des collectifs féministes à toutes les formes de soutien aux migrant·es, des luttes contre les violences policières à celles qui visent à défaire les dominations coloniales, des réseaux d'entraide dans les métropoles aux régions rurales où s'esquissent d'autres manières de vivre, sans oublier la mobilisation prioritaire à laquelle nous obligent, comme le soulignent les zapatistes, les sanglots tragiques de notre planète blessée. La liste est longue (et ici incomplète) au sein de la galaxie des rébellions contre tous les aspects de la barbarie capitaliste et des résistances pour faire émerger d'autres mondes plus désirables.

Surtout, les zapatistes ont expliqué qu'ils venaient pour échanger – c'est-à-dire pour parler et, plus encore, pour écouter – avec toutes celles et ceux qui les ont invité·es "pour parler de nos histoires mutuelles, de nos douleurs, de nos rages, de nos réussites et de nos échecs"¹⁵. Des rencontres à petite échelle, pour prendre le temps de

se connaître et commencer à apprendre les un·es des autres. Cela fait bien longtemps que les zapatistes insistent sur le fait que nos luttes ne peuvent rester isolées les unes des autres, soulignant la nécessité de construire des réseaux planétaires de résistance et de rébellion. Il est inutile de rappeler ici toutes les rencontres internationales qu'elles ont organisées au Chiapas, depuis la *Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme* (dite *Intergalactique*), en 1996, jusqu'au séminaire "*La pensée critique contre l'hydre capitaliste*", en 2015⁶. Mais on peut noter qu'en août 2019, au moment d'annoncer une nouvelle avancée de l'autonomie, avec la création de 4 nouvelles communes autonomes et de 7 nouveaux conseils de bon gouvernement, elles avaient précisé qu'elles ne proposaient plus d'organiser de grandes rencontres, mais plutôt de faire des "*réunions avec les groupes, collectifs et organisations qui travaillent [luttent] dans leurs géographies*"⁷. Il n'était pas alors question de voyage sur les cinq continents, mais celui-ci pourrait être – en plus d'autres raisons d'entreprendre un tel périple – une manière d'engager ce processus. Mais, si une telle perspective peut résonner avec le besoin que beaucoup ressentent de tisser davantage entre les luttes existantes, il est clair qu'elle a pour préalable non seulement l'échange qui permet d'identifier ce qui est partagé sans dénier différences et divergences, mais aussi et surtout la rencontre qui crée une interconnaissance réelle.

Le voyage pour la vie sera donc l'occasion pour un nombre bien plus important de personnes de rencontrer les zapatistes et d'en apprendre davantage sur cette expérience d'autonomie et de dignité qui persévère contre vents et marées, depuis plus d'un quart de siècle. Et, espérons-le, de se

laisser gagner par la contagion rebelle dont les zapatistes sont de virulents porteur·euses. Souhaitons donc que toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans la *Déclaration pour la vie* et pour qui l'autonomie zapatiste brille fort dans le ciel de nos aspirations (et inspirations) soient prêt·es à les accueillir, à soutenir leur initiative itinérante (par exemple en contribuant et en faisant circuler la plate-forme de crowdfunding mise en place à cet effet⁸), à participer, de la manière qui conviendra à chacun·e, au Voyage pour la vie⁹.

Mais revenons à l'Escadron 421

Depuis le début de l'annonce du voyage vers l'Europe, les zapatistes suggèrent qu'il s'agit de refaire à l'envers le processus de la conquête. Ils s'amuse à l'idée d'une invasion inversée (et, cette fois, consentie). C'est de l'humour, bien sûr (mais en est-on bien sûr?)¹⁰. En tout cas, elles ont annoncé qu'ils seraient, le 13 août 2021, à Madrid pour célébrer à leur manière les 500 ans de la conquête de Mexico-Tenochtitlan par l'armée de Hernan Cortés. Les indien·nes du Chiapas, comme celles et ceux de tout le continent américain, éprouvent depuis cinq siècles dans leur chair ce que signifient la colonisation et toutes les formes de colonialisme interne et de racisme qui en sont la prolongation. Mais les zapatistes ont clairement dit qu'ils ne se rendraient pas à Madrid pour exiger que l'Etat espagnol ou l'Eglise catholique leur demande pardon. Illes refusent tout autant la condamnation essentialisante d'un "Occident" diabolisé et tout entier assimilé aux colonisateurs que l'attitude consistant à enfermer les colonisé·es dans la position de victimes. Au contraire, illes entendent dire aux Espagnol·es "*qu'elles ne nous ont pas conquis·es [et] que nous sommes toujours en résistance et en rébellion*". Refaire le voyage à l'envers, c'est déjouer une histoire toute faite, qui assigne des positions figées et univoques aux vainqueurs et aux vaincu·es. Il s'agit d'ouvrir par effraction la possibilité d'une autre histoire.

Lorsque la délégation maritime zapatiste touchera terre en un point encore inconnu du continent européen, c'est Marijose, *unoa otroa* de l'Escadron 421 qui débarquera en premier·e. Et voici comment le sous-commandant Galeano décrit par avance la scène, en une inversion du geste par lequel Christophe Colomb – qui pourtant n'a pas débarqué, le 12 octobre 1492, en conquérant, ni même en découvreur, puisqu'il

ne cherchait qu'à retrouver les terres déjà connues du Japon et de la Chine – s'est empressé de planter sa croix et d'imposer le nom de San Salvador à l'île de Guanahani:

« Ainsi, le premier pied à se poser sur le sol européen (bien sûr, si on nous laisse débarquer) ne sera ni celui d'un homme ni celui d'une femme. Ce sera celui d'un·e autre.

Dans ce que le défunt Sup-Marcos aurait décrit comme "*une gifle avec un bas noir pour toute la gauche hétéropatriarcale*", il a été décidé que la première personne à débarquer sera Marijose.

Dès qu'elle·il aura posé les deux pieds sur le sol européen et se sera remis·e du mal de mer, Marijose criera:

"Rendez-vous, visages pâles hétéropatriarcaux qui persécutez ce qui est différent!"

Non, je plaisante. Mais ça serait bien qu'il·elle le dise, non?

Non, en descendant à terre, l@ compa zapatiste Marijose dira d'une voix solennelle:

"Au nom des femmes, des enfants, des hommes, des anciens et, bien sûr, des zapatistes autres, je déclare que le nom de cette terre, que ses natifs appellent aujourd'hui "Europe", s'appellera désormais: Slumil K'ajxemk'op, ce qui signifie Terre rebelle, ou Terre qui ne se résigne pas, qui ne défaille pas. Et c'est ainsi qu'elle sera connue des habitant·es et des étranger·es tant qu'il y aura ici quelqu'un·e qui n'abandonnera pas, qui ne se vendra pas et qui ne capitulera pas." »

Jérôme Baschet
paru dans lundimatin#285
le 26 avril 2021



Voyage de la délégation zapatiste vers l'Europe

1. <<http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/01/01/>>: Déclaration commune d'une partie de l'Europe d'en bas et de l'armée zapatiste de libération nationale.
2. <<https://reporterre.net/>>: Au Mexique les zapatistes du Chiapas s'opposent aux grands projets nuisibles.
3. Escargot, en espagnol. Nom des centres régionaux où siègent les "conseils de bon gouvernement" de l'autonomie zapatiste et où ont lieu notamment les rencontres nationales et internationales organisées par l'EZLN.
4. <<http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/04/12/>>: En route vers l'Europe.
5. <<http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/04/24/>>: Y mientras tanto en la selva lacandonana.
6. Voir <<https://fr.wikipedia.org/wiki/Zapatisme>>.
7. <<http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/08/28/>>: Communiqué du ccricg de l'ezln et nous avons brisé l'encerclement. Voir aussi: <<https://reporterre.net/>>: Ici le peuple dirige, le gouvernement obéit – au Mexique, le zapatisme est bien.
8. <<https://www.helloasso.com/associations>>: Une montagne en haute-mer – collectes – la route pour la vie 2021.
9. Les coordinations régionales peuvent être demandées à l'adresse de la coordination francophone <zap_2021_fr_contact@lists.riseup.net>.
10. Lors de la fête du 25 avril, à Morelia, des maquettes de bateaux ont été exposées, avec des noms faisant ironiquement référence aux caravelles de Christophe Colomb: Santa Maria - La Revancha, No soy Niña...